

# EN AMÉRIQUE CENTRALE STRATÉGIES POUR SURVIVRE

par DENIS MARCHETERRE

**C**et article est le fruit de rencontres, de visites et d'échanges du journaliste Denis Marcheterre avec les équipes de recherche d'un projet financé par le CRDI au Costa Rica et au Honduras. L'objectif de ce projet est de mesurer et de décrire les effets de la présente crise économique sur les populations les plus démunies et donc, les plus touchées.



Photo de Maria E. Esquivel

À San José au Costa Rica : beaucoup d'efforts pour une maigre pitance.

En Amérique centrale, on a besoin d'argent pour vivre et se recréer. Mais en Amérique centrale comme ailleurs, certains n'ont pas les sous nécessaires pour se recréer, ni même pour vivre. La crise économique actuelle n'a certes pas contribué à guérir certaines vieilles plaies sociales. Résultat: les plus touchés sont encore une fois les gens à faible revenu, particulièrement dans les grands centres urbains. Ce qui s'ensuit s'appelle de nos jours la « marginalisation ». Ce phénomène, une mère de famille d'une cinquantaine d'années l'expliquait en ces termes: « *Aunque lo quisieramos, no podemos señor. Même si nous le voulions, nous ne pouvons pas monsieur.* » Ne plus pouvoir se payer quelques heures dansantes, une soirée au cinéma, ou encore un simple repas au restaurant du quartier. Cette femme ne vit pas, elle survit, en marge des activités normales de tout le monde, dans un bidonville en annexe de San José, capitale du Costa Rica.

Le nombre d'études afflue sur les bidonvilles de l'Amérique centrale. Une de plus pourrait paraître une inutile répétition. Pourtant, on connaît mal comment survivent les populations marginalisées (ou simplement pauvres), face à la crise économique qui touche la région. D'ailleurs, les statistiques n'arrivent pas à rendre une juste idée de la réalité. C'est pourquoi le CRDI s'est joint à la Confédération des universités centro-américaines (CSUCA) et au Programme d'enseignement et de recherche en travail social de l'Université nationale autonome du Honduras, afin d'étudier la composition variable du revenu de ces familles, leurs dépenses et les facteurs qui les influencent puis, d'évaluer le rôle des organismes populaires. On désire, ainsi, rendre accessible aux organismes publics et privés et aux organisations communautaires une description des plus précises possible de la situation, dans le but d'améliorer et d'adapter les programmes et projets aux besoins et aux caractéristiques des citoyens les moins favorisés. San José, au Costa Rica, et Tegucigalpa, au Honduras, ont été les capitales choisies pour mener l'étude.

## DEUX VISAGES, UNE MÊME PAUVRETÉ

San José est une ville à double face. Sa relative modernité trompe l'œil. Vendeurs ambulants, mendiants, invalides, alcooliques et faiseurs de tous les métiers font tous partie du décor quotidien. Les quartiers les plus laids sont ailleurs, loin des yeux de la majorité. L'urbanisation accélérée entraîne avec elle toute une suite de problèmes de transport et de pollution et une triste réduction des espaces verts. À l'inverse, la pauvreté est omni-

Photo de Maria E. Esquivel



*Apprendre sur le tas ce que les autres apprennent à l'école.*

présente à Tegucigalpa. Les forêts qui entouraient encore la ville il y a 20 ans sont devenues, grâce à l'érosion et au pillage du bois de feu, des massifs montagneux secs et poussiéreux où les nouveaux venus ont choisi d'aménager leurs pénates. Tegucigalpa n'est pas une belle ville. On ne peut y ignorer la misère, à moins d'y vivre aveugle ou inconscient. S'il est possible de vivre à Tegucigalpa, il est plus difficile de s'y adapter. La croissance improvisée de cette capitale lui a joué de vilains tours, si bien qu'elle est aux prises aujourd'hui avec une importante carence de services essentiels, tels qu'un système d'égouts et l'électricité. L'eau est aussi l'objet d'une convoitise particulière.

À San José comme à Tegucigalpa, tous les quartiers pauvres ne sont pas identiques. La qualité de la vie diffère d'un bidonville à l'autre, selon les services et les conditions présentes chez ceux-ci, c'est-à-dire: eau, rues, électricité, égouts, dépotoir, qualité des maisons, violence et taux de criminalité, etc. À l'intérieur même des bidonvilles, les luttes de classes et d'intérêts existent aussi. Les uns, par exemple, ont une maison à deux étages, ou de ciment, qu'ils veulent protéger. Les autres luttent pour trouver le bois et le carton nécessaires à la construction d'un abris. Les habitants y forment une population hétérogène. Ils sont de tous âges, quoique en majorité jeunes et peu éduqués.

## POURQUOI DES BIDONVILLES ?

Dans le Tegucigalpa de la présente crise économique, les gens qui peuplent les quartiers défavorisés proviennent surtout des régions rurales du pays. Les bidonvilles servent d'ailleurs souvent de zone tampon entre le milieu rural et le centre urbain. Non seulement y vient-on pour essayer d'augmenter ses sources de revenu ou encore pour jouir des services essentiels absents en campagne, mais aussi, parfois, parce que les caprices du marché veulent, par exemple, que le maïs coûte moins cher dans la métropole qu'en province.

Le cas de San José est distinct. Les

migrations rurales-urbaines ont diminué, par un certain mouvement intra-urbain, de sorte que les gens se déplacent d'un quartier à un autre, principalement parce que la qualité de la vie a considérablement diminué en ville ces dernières années. Les gens cherchent en général à éviter le paiement d'un loyer et plutôt, à posséder leur propre maison. Ils désirent aussi déboursier moins pour l'électricité, le gaz et l'eau. Ainsi, bien que l'invasion des terres par les migrants venus de la campagne soit à l'origine d'une majorité de bidonvilles, ceux-ci croissent souvent d'eux-mêmes,

recevant jour après jour, les dernières victimes de la détérioration de la vie urbaine.

Dans ces deux capitales, on n'envahit pas les terrains vagues urbains par simple manque de logements, mais aussi parce qu'on a pas les moyens d'acquérir un toit décent. Les coûts de construction sont élevés et les taux d'intérêt difficiles à affronter. La prise de possession des terres a pris une telle importance politique au Honduras, qu'on ne parle plus d'invasion chez ceux qui s'approprient les terres de l'État, mais de récupération. Pour ces gens, ces terres publiques leur reviennent de droit. Au Honduras comme au Costa Rica, il s'ensuit une série de luttes légales et morales entre propriétaires privés, gouvernements et « envahisseurs », plus ou moins disposés à négocier selon la situation du moment. C'est alors tout le problème des lotifications, des loyers et des propriétaires dits « illégaux », qui se présente.

Les revenus des gens marginalisés sont rarement fixes. Ceux qui sont salariés travaillent habituellement dans l'industrie traditionnelle: l'alimentation, le bois, la chaussure, le textile.

*Le lait, les œufs,  
la viande, les légumes  
et les fruits sont des  
aliments pour les jours  
de fête.*

C'est par contre le secteur parallèle le plus marginal qui implique le plus de gens. On devient ce qu'on appelle ici *camaronear*, « commissionnaire ». Accompagné d'une charrette, les hommes ramassent, pour les revendre, les vieux journaux et les contenants de verre et de plastique, ou

encore transportent la pierre et la terre aux jardins. Bref, aux dires même d'un de ces charretiers : « Quand on n'a pas de formation, on se plie aux corvées des autres. » On loue aussi un chambre libre à l'intérieur de sa propre maison : une façon d'arriver à grossir le budget. Dans le cas de Tegucigalpa, de grandes maisons sont ainsi louées en plein centre de la ville, par chambre, à des familles souvent nombreuses. Ces logements offrent plus souvent qu'autrement le spectacle d'un véritable « bidonville concentré », caché derrière des murs.

Pour ces gens, les dépenses deviennent simples : alimentation, logement (eau, électricité), vêtements, transport. Le lait, les œufs, la viande, les légumes et les fruits sont des aliments pour les jours de fête. Des alternatives elles aussi sont limitées : pain, café, légumineuses, tubercules, féculents, grains de base.

### DES EFFETS MULTIPLES

Suivant les époques, les populations dites défavorisées constituent un mouvement de pression plus ou moins puissant. Aussi les gens reçoivent-ils une aide occasionnelle, selon le bon vouloir et les ressources des gouvernements, des municipalités, des partis politiques, des organismes privés et de l'Église. Mais on est souvent porté à attendre cette aide plutôt que de se prendre en main, car la pauvreté n'est pas seulement synonyme d'un manque d'argent mais aussi de toute une série d'attitudes.

Plusieurs, ainsi, se sont résignés à leur condition. Ils sont d'autant peu enclins à planifier qu'ils doivent vivre au jour le jour. Ils vivent dans un milieu où les psychopathies, la supériorité du mâle, l'autoritarisme, la violence et le manque d'intimité font partie du quotidien. C'est ainsi que la marginalisation, parfois, tue dans l'œuf ce qui reste d'initiative chez les gens.

Par ailleurs, certains programmes d'aide, trop paternalistes ou peu adaptés à la réalité, ne produisent pas l'effet de « progrès » escompté par les planificateurs, sinon le mécontentement et l'apathie. Un organisme public d'aide sociale au Costa Rica inaugurait, en 1983, un quartier complet de maisons simples et commodes, destinées aux habitants à faible revenu de Chapulines, quartier dont la réputation est mauvaise à San José. Cependant, les fonctionnaires avaient oublié de fournir, avec les maisons, l'infrastructure nécessaire à la réception de l'eau potable, à l'évacuation des eaux usées et à l'installation de l'électricité. Malgré le net confort que représentaient ces maisons pour les gens de Chapulines, ceux-ci préférèrent aller chercher les portes, les cadres de fenêtres et le bois nécessaires à l'amélioration de leurs taudis, mieux équipés en services essentiels, que le moderne quartier résidentiel offert par l'État et aujourd'hui abandonné.

Il est difficile d'être leader dans ces communautés. Les gens qui s'impli-

quent sont peu nombreux. On s'est habitué aux enquêtes, aux visiteurs et aux promesses sans résultats concrets. Avant d'atteindre leurs objectifs, les organisations populaires doivent affronter plusieurs contraintes : l'instabilité des membres qui arrivent et qui partent sans cesse; la présence irrégulière des autres due à leurs longues heures de labeur; la propagande anti-communiste; le manque chronique de formation et d'expertise pour l'organisation, qui mène à l'improvisation et à la corruption; et dans le cas du Honduras surtout, la peur de la répression policière. Il faut être patient pour être leader. Il faut pouvoir répéter souvent les mêmes explications et savoir attirer les gens, qui placent en priorité leur propre survie (sous-entendre la recherche d'un revenu) et celle de leurs familles, plutôt que les luttes de leur communauté. En résumé, on manque d'unité, de conscientisation et de confiance en soi, trois pré-requis pour sortir du cercle de la pauvreté.

*« Au lieu de rêver en réformiste et en utopiste, il est mieux de penser à des moyens concrets d'avoir un revenu, une formation... »*

L'action existe tout de même dans les quartiers délaissés de San José et de Tegucigalpa. Pratiquement chaque quartier de la capitale du Honduras possède son organisation de développement communautaire appelée *Patronato*. Celle-ci sert surtout à faire pression sur les autorités publiques dans le but d'obtenir les services de base inexistants. Mais le *Patronato* est aussi la source des fêtes et des activités récréatives de la communauté.

Au Costa Rica, quoique les associations permanentes de développement communautaire soient bien implantées en milieu urbain, ce sont les comités ponctuels pour l'eau, le logement ou l'éducation qui sont les plus fréquents. On s'y regroupe et on s'active selon les besoins de la cause et du moment, mais le groupe se démantèle aussitôt le problème résolu.

Dans ces deux pays, les organisations populaires ont connu leur plus forte impulsion pendant les années

cinquante, alors que se manifestaient et s'implantaient les syndicats, les coopératives et les regroupements féminins. Comme par le passé, le prêtre de la communauté se retrouve souvent aujourd'hui dans le rôle de l'instigateur. Il invite les gens aux réunions, suggère des idées de projets et conseille. Dans certaines communautés, les médias de communication populaires sont aussi utilisés : le journal de quartier, l'affiche, le bulletin, les feuilles volantes. San José compte même une station radiophonique desservant les quartiers pauvres du Sud de la ville. *Radio America*, poste communautaire, sert de tribune politique, de marché aux puces ou simplement de divertissement à ses auditeurs.

Autre fait particulier, les gens semblent plus enclins (par habitude ou par manque de ressources de toutes sortes) à se regrouper afin de faire valoir leurs droits, plutôt que de s'allier dans l'intention de créer de nouvelles sources de revenus (coopérative ou autre). Par contre, on ne veut pas de charité mais du travail et un revenu, afin de « s'en sortir soi-même ». De dire certains : « Au lieu de rêver en réformiste et en utopiste, il est mieux de penser à des moyens concrets d'avoir un revenu, une formation... mais peut-être que cela veut dire changer le système actuel, faire la révolution. »

Révolution mise à part, le développement de la petite et moyenne entreprise de quartier est une idée qui plaît aux planificateurs et intellectuels de la région. La PME, dit-on, se moule aisément aux caractéristiques des populations à faible revenu et à leur façon de travailler. De toute manière, les alternatives n'abondent pas. Ou l'on développe l'emploi non agricole ou l'on renvoie tout le monde dans les zones rurales, au service de l'entreprise agricole. Aussi, l'entreprise de quartier semble être la solution la plus plausible. Pour ce faire, cependant, les responsables devront songer à faciliter l'accès aux sources de financement, à la formation et au travail communautaire, et repenser certaines lois. C'est un travail à long terme.

Entre temps, les marginaux demeurèrent en ville, doutant d'eux-mêmes, même lorsqu'ils ont les capacités physiques et mentales pour « réussir ». Ce n'est pas par simple hasard que la pièce humoristique *El premio flaco*, « Le maigre prix », de l'auteur cubain Hector Quintero, conclut sur la phrase « *Para qué vivir, para qué !* À quoi bon vivre, à quoi bon ! » L'action se déroule parmi les taudis d'un bidonville. Alors que le public, hilare, envahissait les rues après le spectacle, un homme balayait le macadam, solitaire. Cet homme n'a probablement jamais su que la pièce traitait de lui et de sa situation. Les spectateurs, pour la plupart, ne l'auront pas remarqué ni fait le lien. □

*M. Denis Marcheterre est actuellement journaliste scientifique au Costa Rica.*